



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 juillet 2011

Français  
Original: anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-quatrième session

### Compte rendu analytique de la 933<sup>e</sup> séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le vendredi 1<sup>er</sup> juillet 2011, à 9 h 30.

*Président:* M. Wiwen-Nilsson.....(Suède)

## Sommaire

*Points de l'ordre  
du jour*

*Paragraphe*

4	Finalisation et adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics ( <i>suite</i> ) . . . . .	1-2
-	Élaboration d'un Guide pour l'incorporation de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics . . . . .	3-47
-	Travaux futurs . . . . .	48-54
2	Élection du Bureau ( <i>reprise du débat</i> ) . . . . .	55-56
-	Projet de décision sur l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics ( <i>reprise du débat</i> ) . . . . .	57-63

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.11-84605 (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 9 h 50.*

**Finalisation et adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (suite)**

(A/CN.9/729 et Add.1 à 8)

1. **Le Président** considère que la Commission souhaite adopter la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics telle que lue tout au long des précédentes séances de la session en cours.

2. *Il en est ainsi décidé.*

**Élaboration d'un guide pour l'incorporation dans le droit interne de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics**

3. **Le Président** appelle des commentaires sur la marche à suivre en vue d'adopter un guide pour l'incorporation dans le droit interne de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics.

4. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que, avant la prochaine session de la Commission, le Secrétariat pourrait continuer de tenir des consultations informelles avec des experts pour finaliser le projet de texte des documents A/CN.9/731 et Add.1 à 9. De plus, le Groupe de travail I pourrait examiner le projet de texte pendant une ou deux sessions plus tard en 2011 et/ou au début de 2012. En outre, il pourrait approfondir davantage les questions susceptibles de se poser dans certaines régions.

5. S'agissant de questions comme celles relatives aux marchés de la défense, et compte tenu des commentaires relatifs aux objectifs de la Loi type dans des articles de revues spécialisées, la Commission souhaitera peut-être prendre les devants pour faire en sorte que les commentaires du Guide concordent avec ces objectifs.

6. La Commission voudra peut-être envisager la publication du Guide sous forme électronique de sorte qu'il puisse être un document vivant, actualisé pour refléter les apports des experts sur l'application de la Loi type et l'évolution des pratiques commerciales.

7. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique), soutenu par **M. D'Allaire** (Canada), **M. Fruhmenn** (Autriche), **M. González** (Argentine) et **M. Maradiaga Maradiaga** (Honduras), dit que sa délégation n'approuve pas l'idée de deux sessions du Groupe de travail I pour finaliser le projet de guide; une grande

partie de ce travail pouvait être faite lors des réunions d'experts. Sa délégation serait favorable à une session du Groupe de travail I au début de 2012 ou immédiatement avant la quarante-cinquième session de la Commission.

8. **M. D'Allaire** (Canada) juge important de préserver les connaissances accumulées tout au long des sept années de travail sur la Loi type et demande au Secrétariat de soumettre à l'examen de la Commission des propositions de travaux futurs, en indiquant des priorités. Dans le domaine des marchés publics, il aimerait voir des travaux s'engager à nouveau sur la question des partenariats entre secteur public et secteur privé.

9. S'agissant de la finalisation du projet de guide, les considérations budgétaires dicteront probablement le nombre des sessions du Groupe de travail I. Le Secrétariat pourrait éventuellement préparer un projet de guide finalisé en consultation avec des experts pour le soumettre aux membres de la Commission bien avant sa quarante-cinquième session.

10. **M. Fruhmenn** (Autriche) estime très important de finaliser le Guide; des experts pourraient assister le Secrétariat dans cette tâche.

11. Sa délégation souhaiterait que le Guide soit un document vivant, pour lequel des mises à jour pourraient être soumises à l'agrément de la Commission.

12. **Le Président** note que les dates proposées pour une éventuelle session du Groupe de travail I en 2012 sont celles du 27 février au 2 mars à Vienne, ou bien du 9 au 13 avril à New York.

13. **M. Fruhmenn** (Autriche) fait observer que le 9 avril 2012 serait le lundi de Pâques.

14. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que le lundi de Pâques ne sera pas férié à New York.

15. **M. Grand d'Esnon** (France) dit qu'à son avis deux sessions au moins du Groupe de travail I seraient nécessaires pour finaliser le projet de guide. Des réunions d'experts seraient utiles mais n'accéléraient pas le processus.

16. S'agissant des travaux futurs, il pense que la question des partenariats entre secteur public et secteur privé pourrait être utilement revisitée.

17. **M. González** (Argentine) dit, s'agissant des travaux futurs de la Commission, que cette dernière a besoin d'une vue d'ensemble de sa situation budgétaire pour décider combien de groupes de travail tiendront combien de sessions.

18. Sa délégation estime que le Guide pour l'incorporation, qui devrait être un document vivant, pourrait être finalisé grâce à des consultations d'experts.

19. **M. Maradiaga Maradiaga** (Honduras) dit que la Loi type révisée sera particulièrement importante pour les pays d'Amérique centrale, où des efforts énormes de lutte contre la corruption sont en cours.

20. Le Secrétariat devrait faire appel aux contributions d'experts pour la finalisation du Guide pour l'incorporation.

21. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit que qu'il serait prématuré de tenir en 2011 une session du Groupe de travail I. Il propose de convoquer une "réunion de travail", qui serait plus souple — et moins exigeante en matière de services linguistiques — qu'un groupe de travail. La "réunion de travail" pourrait se tenir au début de 2012, et éventuellement juste avant la quarante-cinquième session de la Commission.

22. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique) invite les membres de la Commission à participer à un blog consacré à la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics.

23. **M. Díaz y Pérez Duarte** (Mexique) dit que la finalisation du projet de guide pour l'incorporation devrait être la toute première priorité.

24. Le Guide devrait être un document vivant mis à jour périodiquement. Il en va de même d'autres textes de la Commission, comme le Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité.

25. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que, même si le Guide est publié sous forme électronique, la Commission pourra en contrôler le processus de mise à jour.

26. **M<sup>me</sup> Keyte** (Royaume-Uni) dit que les services à assurer pour une session du Groupe de travail I sur le Guide absorberaient une grande partie des ressources très limitées dont dispose la Commission. Il faudrait tenir compte, par exemple, de l'idée de convoquer une "réunion de travail" avant ou pendant la session 2012

de la Commission. **M<sup>me</sup> Keyte** estime qu'il n'est pas souhaitable d'envisager des réunions en 2011.

27. **M. Grand d'Esnon** (France) dit qu'un consensus grandissant semble se dégager contre la tenue de réunions sur le Guide en 2011; sa délégation se rangera à un tel consensus. Cependant, si aucune réunion ne se tient avant le début de 2012, la Commission ne sera pas en mesure de finaliser le projet de guide dans le courant de cette année-là.

28. **Le Président** ne voit pas bien la différence entre un groupe de travail et une "réunion de travail".

29. **M. d'Allaire** (Canada) explique que les différences entre un groupe de travail et un groupe d'experts, ou "réunion de travail", sont considérables. Par exemple, un groupe de travail bénéficie d'importants services de conférence et les membres représentent leur pays. Les experts mènent leurs discussions dans la langue qui leur convient le mieux et agissent à titre personnel.

30. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission), marquant son accord avec le représentant du Canada, dit qu'une réunion de groupe de travail revêt un caractère intergouvernemental, tandis que les réunions d'experts ne bénéficient que de services de conférence très limités, car ceux-ci dépendent de la situation financière du moment.

31. **Le Président** dit que qu'il est cependant favorable à une session du Groupe de travail I, car d'importantes questions touchant au Guide pour l'incorporation restent à résoudre.

32. Il suggère que le Secrétariat soit prié de préparer un document sur les activités futures de la Commission.

33. **M. Fruhmann** (Autriche) s'inquiète d'une éventuelle absence totale de sessions du Groupe de travail I dans les premiers mois de 2012. S'il n'y a que des réunions d'experts, il est probable qu'aucun des nouveaux textes à examiner ne sera disponible dans toutes les langues officielles de l'ONU.

34. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) confirme que seuls les groupes de travail de la Commission peuvent bénéficier de services complets de traduction et d'interprétation.

35. **M. González** (Argentine) dit que le Guide n'est qu'un texte explicatif, sans force juridique, et que l'on

ne peut justifier le déplacement en avion de représentants nationaux dans le but de travailler sur un projet de texte, en particulier dans le cas des pays en développement.

36. **Le Président** fait observer que la Loi type n'a pas non plus valeur juridique; les États peuvent s'en inspirer comme bon leur semble. Le projet de guide pour l'incorporation contient des éléments très importants relatifs à des principes sur lesquels la Commission n'a pas réussi à trancher.

37. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit que, si des réunions sur le projet de guide doivent se tenir au début de 2012, le texte devra être aussi définitif que possible, et traduit dans les six langues officielles de l'ONU.

38. S'agissant des activités futures, le Secrétariat pourrait peut-être préparer un document sur les initiatives de financements privés apportés aux partenariats entre secteur public et secteur privé.

*La séance est suspendue à 11 h 10; elle est reprise à 11 h 55.*

39. **Le Président** dit que, lors des consultations informelles, certaines délégations ont proposé la tenue, à la fin de 2011, d'une session du Groupe de travail I sur le projet de guide pour l'incorporation révisé. Il n'est cependant pas possible de modifier les dates de la session du Groupe de travail I programmée pour la semaine commençant le 17 octobre 2011, ce qui est un peu tôt puisque le Secrétariat devrait avoir achevé ses préparatifs le 10 août au plus tard. Il vaudrait mieux que le Secrétariat dispose de plus de temps pour finaliser le texte du projet de guide révisé et préparer des notes sur les questions que la Commission pourrait souhaiter approfondir dans l'avenir. En conséquence, l'idée qu'une session du Groupe de travail I se déroule début 2012, provisoirement du 27 février au 2 mars 2012, était plus réaliste.

40. **M. González** (Argentine) dit que sa délégation a besoin de plus de temps pour réfléchir à la question. Une décision pourrait être prise éventuellement la semaine suivante à la lumière de la situation financière globale de la Commission, de la situation au regard du financement et du lieu des réunions, et de l'éventuelle création de nouveaux groupes de travail.

41. **M. Li** (Chine) dit que, sans adoption d'un guide pour l'incorporation, le travail sur la Loi type ne

pourra être considéré comme terminé. Il estime donc que le Groupe de travail I devrait se réunir plus tard en 2011, comme prévu. Cependant, il est probable que la finalisation du Guide nécessitera un certain nombre de sessions, et que des contraintes budgétaires empêcheront les pays en développement d'envoyer des délégations à toutes les sessions. Les consultations informelles pourraient être la solution.

42. **M. León Vargas** (Mexique) suggère d'intervir le créneau du 17-21 octobre 2011 et le créneau du 14-18 novembre 2011, qui est réservé au Groupe de travail III, pour donner au Secrétariat du temps supplémentaire pour ses préparatifs, sans créer de problème financier.

43. Le représentant du Mexique précise toutefois que sa délégation n'est pas entièrement convaincue de la nécessité d'une session du Groupe de travail I.

44. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) estime que la seule solution est d'intervir les créneaux. Le créneau disponible le plus tardif est celui du 12-16 décembre 2011, réservé pour la réunion du Groupe de travail VI; cependant, le Groupe de travail VI est sur le point de conclure ses travaux et ne devrait pas se voir contraint de se réunir avant décembre 2011.

45. Un échange de créneaux avec le Groupe de travail III créerait certes d'autres problèmes, mais donnerait au Secrétariat quatre semaines de plus pour préparer la session du Groupe de travail I.

46. **Le Président** considère que la Commission souhaite que le Groupe de travail I se réunisse en session soit fin 2011 soit au début de 2012, en fonction de la programmation des autres réunions.

47. **M. González** (Argentine) dit que, comme l'a souligné le représentant du Mexique, la tenue d'une session du Groupe de travail I en novembre 2011 ne créerait pas de problèmes financiers; la tenue d'une session du Groupe de travail I au début de 2012 aurait l'effet inverse.

#### Travaux futurs

48. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que les travaux futurs de la Commission dans le domaine des marchés publics comportent deux aspects.

49. Le premier est la promotion et l'application de la Loi type révisée, que la Commission souhaitera peut-être

envisager à la lumière des paragraphes 2 à 6 du dispositif du projet de décision portant adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (A/CN.9/XLIV/CRP.2). La promotion de la Loi type révisée soulève des questions logistiques et budgétaires, car la promotion des textes de la CNUDCI se fait essentiellement au travers de conférences, de publications et de projets d'assistance technique.

50. Avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Secrétariat travaille à promouvoir la Loi type révisée dans les pays de la Communauté d'États indépendants (CEI) et en Mongolie. La Commission souhaitera peut-être examiner, ou demander au Groupe de travail I d'examiner, ce que le Secrétariat devrait faire d'autre et quelles informations du Guide révisé auraient besoin d'être actualisées régulièrement.

51. Pendant la semaine suivante, la Commission souhaitera peut-être aussi examiner comment le Secrétariat devrait continuer de promouvoir le nombre croissant de textes de la CNUDCI compte tenu de la diminution des ressources disponibles. Il serait peut-être utile à cet égard que les États examinent comment ils pourraient appuyer la promotion et l'application de la Loi type révisée.

52. Du fait que les États ne sont pas tenus d'informer le Secrétariat qu'ils ont adopté les textes de la CNUDCI, le Secrétariat risque fort de s'avérer mal informé de l'étendue de l'usage fait de la Loi type révisée. Il faut le déplorer, car il serait bon que le Secrétariat sache, par exemple, comment les dispositions de la Loi type révisée sont interprétées par les instances administratives de recours et les tribunaux dans différents États. Une telle connaissance serait utile à la Commission si elle décidait de réfléchir à la meilleure façon promouvoir une interprétation uniforme de la Loi type révisée.

53. L'autre aspect des travaux futurs de la Commission dans le domaine des marchés publics tient au fait que de nombreuses normes aux niveaux international et régional peuvent s'appliquer dans ce domaine, et un État adoptant pourrait devoir examiner de nombreux textes lorsqu'il décidera de la manière d'améliorer sa législation sur les marchés publics. Le Secrétariat pourrait se voir charger de coopérer avec d'autres organes participant à la réforme du droit des

marchés publics pour déterminer comment l'on pourrait parvenir à harmoniser ces normes, notamment par l'utilisation de la Loi type révisée, et de faire rapport en temps opportun à la Commission.

54. Enfin, M<sup>me</sup> Nicholas exprime l'espoir que les membres de la Commission par ailleurs donateurs majeurs auront eux-mêmes à cœur d'utiliser la Loi type révisée lorsqu'ils s'engageront dans des activités de marchés publics faisant intervenir d'autres États.

#### **Élection du Bureau (reprise des débats)**

55. **Le Président** dit que la délégation du Honduras a proposé la candidature de M. Sánchez Mejorada y Velasco (Mexique) au poste de Vice-Président de la Commission et qu'il a été suggéré, compte tenu de sa profonde connaissance des questions considérées, que M. Sánchez Mejorada y Velasco préside la Commission pendant l'examen du point 5 de l'ordre du jour — Finalisation et adoption des textes relatifs aux aspects judiciaires de la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale.

56. *M. Sánchez Mejorada y Velasco (Mexique) est élu Vice-Président par acclamation.*

#### **Projet de décision portant adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (A/CN.9/XLIV/CRP.2) (reprise du débat)**

57. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique), attirant l'attention sur les mots "novel issues and practices" dans le cinquième alinéa du préambule, souligne qu'en anglais le mot "novel" désigne le caractère "nouveau" mais aussi "inhabituel" ou "hors de l'ordinaire" et est donc susceptible d'être mal interprété. Il propose de supprimer le mot "novel" ou de le remplacer par le mot "new" (nouvelles).

58. **M. González** (Argentine), se référant au texte en espagnol, propose de remplacer au paragraphe 3 du dispositif "apliquen" par "consideren aplicar" et "estudien" par "consideren estudiar".

59. **Le Président**, commentant la deuxième proposition de modification, dit que si la proposition était acceptée, les mots "give favourable consideration to" du texte en anglais pourraient probablement rester inchangés.

60. **M<sup>me</sup> González Lozano** (Mexique), se référant aux modifications proposées par le représentant de l'Argentine, dit qu'une recommandation selon laquelle

les États devraient seulement “envisager d’utiliser” la Loi type reviendrait à édulcorer considérablement le projet de résolution. En tout état de cause, la teneur du paragraphe n’est qu’une simple recommandation, et non une exigence. À son avis, le paragraphe 3 devrait être laissé en l’état.

61. **Le Président**, soulignant que “use” dans le texte en anglais a été traduit par “apliquen” (“appliquen”) dans le texte en espagnol, se demande si “apliquen” pourrait être compris comme “application” dans le sens de “incorporation”.

62. **M. González** (Argentine) dit que le groupe de rédaction a initialement songé à utiliser les termes “Invite” ou “Encourage” plutôt que “Recommande” au paragraphe 3. À son avis, l’utilisation de “Recommande” impose de remplacer “apliquen” par “consideren aplicar” et “estudien” par “consideren estudiar”.

63. **Le Président** suggère que l’utilisation du mot “apliquen” (“appliquen”) dans le texte espagnol soit réexaminée par le Secrétariat en consultation avec les délégations concernées.

*La séance est levée à 12 h 30.*